

LE MONDE  
DIMANCHE

# Le Monde

Fondateur : Robert Heuvel-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 C.F.A. ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,250 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1.000 L. ; Japon, 350 ¥ ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 3,00 M. ; Suède, 1,40 f. ; S. A. ; 95 cents ; Yougoslavie, 50 d. ; Tarif des abonnements page 7  
5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 18  
Tél. : 49 55 72  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### Le président Mubarak à Paris

S'il y a un pays au Proche-Orient avec qui la France entretient des relations à la fois développées et sans nuances, c'est bien l'Égypte du président Mubarak. Aussi, la visite quasi impromptue que le rais — sept mois après sa première réception à l'Élysée par le chef de l'État et deux mois et demi avant que celui-ci ne se rende au Caire — fait samedi 11 septembre (au retour d'une tournée en Yougoslavie et en Roumanie) à M. Mitterrand aurait pu ne pas retenir l'attention outre mesure. D'autant plus que le projet franco-égyptien de résolution des Nations unies relatif aux Palestiniens peut apparaître dépassé, à cet égard, par les propositions des Américains et des Arabes. Les Arabes moins les Libyens, mais surtout moins les Égyptiens qui, à eux seuls, représentent un sur trois des habitants de l'aire arabo-phonie. A ce titre, l'escalade du rais, après que la conférence de Fès a reconnu implicitement le droit d'Israël à l'existence et envisagé la réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue arabe, vient à point nommé pour que les deux pays en vue que sont, chacun à sa manière, en Méditerranée, la France et l'Égypte confrontent leurs informations et surtout leurs desseins. Les intérêts des deux puissances n'étant pas contradictoires, Paris et Le Caire doivent, dans la conjoncture actuelle, voir leurs efforts pour éviter d'être laissés sur la touche, sous le double effet de la « paix américaine » en marche et de la jalousie diplomatique saoudienne, au moment où paraît s'engager un acte capital de la question d'Orient du vingtième siècle.

Chacune des deux capitales va devoir sérieusement s'expliquer pour faire face au défi que deux pays riches et influents, les États-Unis et l'Arabie Saoudite, leur lancent dans une région du monde où ni l'un ni l'autre n'ont pourtant de présence géographique. Le projet franco-égyptien à l'ONU, dans la mesure où il est à mi-chemin des propositions de M. Reagan et du roi Fahd, pourrait finalement, peut-être, offrir une possibilité de compromis au Proche-Orient. Il ne sera en tout cas soumis par son auteur, que s'ils jugent tous les membres du Conseil de sécurité prêts à s'y rallier.

Mais une troisième nation ayant, elle, directement pignon sur cette mer que les Arabes appellent « Blanche », risque fort de rendre vains les efforts de la France et de l'Égypte. Israël. À l'époque où l'on pouvait encore espérer un prochain retour aux affaires des travaillistes israéliens, Le Caire avait beaucoup compté sur l'influence des socialistes français pour amener l'État juif à une attitude moins passionnelle à l'égard du dossier palestinien. Si on disperse maintenant au nord-est quelle voie devraient emprunter tant les Français que les Égyptiens pour parvenir à raisonner l'intraitable Menahem Begin, on s'imaginerait cependant pas les deux partenaires renonçant à toute action dans l'ancienne Palestine.

Autre domaine où la coopération franco-égyptienne joue dans une direction commune : l'Afrique noire, que les deux pays veulent tenir au maximum à l'écart de l'hégémonie des deux superpuissances. Paris et Le Caire divergent toutefois sur certains points secondaires : ainsi, M. Obeyesekere a toujours estimé que « on ne gagnerait rien à « koler » la Libye du colonel Kadhafi, alors que la diplomatie secrète égyptienne se flatte d'avoir été à l'origine de l'échec de la récente conférence de l'Organisation de l'unité africaine à Tripoli. Mais il en faudrait plus pour entailler les solides liens politiques existant entre la France et l'Égypte.

### Les dirigeants sortants du P.C. chinois siégeront pour la plupart au nouveau comité central

Le douzième congrès du parti communiste chinois a clôturé ses travaux, ce samedi 11 septembre, après avoir élu les membres suppléants du comité central et ceux de la commission de contrôle de la discipline.

La première réunion du nouveau comité central, au cours de laquelle doivent être formés les organes dirigeants du P.C.C. — bureau politique et secrétariat — est prévue pour dimanche.

Vendredi, le congrès avait élu les deux cent dix membres à part entière du comité central et les cent soixante-douze personnalités appelées à siéger dans la « commission des conseillers », organisme nouvellement créé. La plupart des hauts dirigeants sortants ont retrouvé leurs places au sein du Parlement du parti.

De notre correspondant

Pékin. — La formation du comité central et de la commission des conseillers était attendue avec impatience après dix jours d'un congrès qui s'est tenu en longueur. La composition de ces deux organismes n'était-elle pas considérée comme l'un des meilleurs points de repère pour juger de la traduction sur le plan des personnes des objectifs politiques (priorité au développement économique, séparation accrue du gouvernement et du parti, renouveau des cadres) énoncés dans les discours ?

Les prévisions que suggère un premier examen des listes communiquées vendredi ne sont peut-être pas toujours celles qui étaient attendues. Elles sont, pour tout dire, caractérisées par une ambiguïté qui a été la suite des événements et, en particulier, l'élection du bureau politique et du secrétariat, permettant peut-être de lever.

Le principal sujet de réflexion est fourni par la commission des conseillers. Bien qu'il s'agisse d'une liste ancienne — M. Deng Xiaoping en avait proposé la création dans un discours interne daté du mois d'août 1980 — peu de chose en avait été dite précédemment.

MANUEL LUCBERT.  
(Lire la suite page 4.)

### Les cotisations des salariés à la Sécurité sociale ne seraient pas augmentées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1983

Un conseil des ministres devrait examiner fin septembre un plan de réformes de la Sécurité sociale. Essentiellement axé sur la maîtrise des dépenses, ce projet — toujours en discussion au sein du gouvernement — devrait permettre d'éviter toute augmentation des cotisations patronales, mais aussi salariales, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet 1983. La révision de l'indexation des prestations devrait en effet permettre d'économiser plus de 15 milliards de francs.

Pas question d'accroître les cotisations des salariés du régime général de la Sécurité sociale. Tel est l'objectif ambitieux de M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales qui devait dimanche soir, préciser ses intentions au jury R.T.L. — « le Monde ». Le gouvernement a décidé de respecter sa promesse de bloquer jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, les cotisations patronales, il paraît aussi soucieux, pendant cette même période, de ne pas grever le portefeuille des salariés cotisants.

Cependant, il faut trouver, au moins, 30 milliards de francs environ d'économies ou de recettes pour assurer l'équilibre de cette institution, d'ici à la fin de 1983. Cette provision n'étant pas démontrant qu'un ordre de grandeur puisque les finances de la Sécurité sociale sont étroitement conditionnées par l'évolution des effectifs cotisants, du chômage et des salaires. C'est ainsi que le blocage des traitements entraînerait un manque à gagner de 4,8 milliards de francs d'ici à la fin de 1982, qui serait compensé pour 1 milliard de francs par le blocage des honoraires et d'autres dépenses.

Pour éviter d'augmenter les cotisations, le gouvernement envisage une série de réformes : outre l'instauration par voie législative du budget global dans les hôpitaux, dont l'effet financier ne sera pas immédiat, la création d'un « forfait hôtelier » (3 à 4 milliards de francs de recettes), celle d'un « forfait de santé » lié à une surveillance accrue des comportements des médecins et des malades, les pouvoirs publics semblent décidés à réviser l'indexation des prestations sociales. Les indemnités journalières des malades, allocations familiales et pensions des retraités évolueraient en fonction des prix et non plus en fonction des salaires de l'année précédente. Un tel changement aurait des effets positifs sur le budget de la Sécurité sociale puisqu'il permettrait d'économiser plus de 15 milliards de francs.

Ces mesures, assorties d'autres modifications — budgétisation partielle de certaines prestations familiales — devraient permettre d'éviter temporairement un accroissement des cotisations des salariés. Un effort contributif pourrait par la suite être demandé, mais il pourrait s'agir d'un décalage des cotisations ou d'une révision des méthodes de calcul afin de favoriser les entreprises de main-d'œuvre, voire, fin 1983, d'une majoration des cotisations d'assurance vieillesse, liée à la réforme en cours de la garantie de ressources.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## LE P.C.F. ET LA GAUCHE

### Une « nouvelle pratique politique »

Le comité directeur du parti socialiste s'est réuni ce week-end à Paris, pour lancer une campagne de soutien à l'action gouvernementale. Dans le rapport d'activité du secrétariat national, M. Jean Poperen a souligné que les socialistes, à la différence des communistes, ont soutenu, dès le début, les deux volets de la politique de blocage des revenus et des prix. M. Georges Marchais devait inaugurer, samedi, en fin de matinée, la « cité internationale » de la fête de « l'Humanité », à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et participer ensuite au journal de TF1. Dans une interview publiée par « Libération », M. Antoine Le For, ministre de la fonction publique, souligne que les ministres communistes « inscrivent leur action ministérielle et, collectivement, leur participation au gouvernement dans le très long terme ».

par PATRICK JARREAU

Il y a un pas plus de deux mois, M. Georges Marchais dénonçait, à Ajaccio, la décision du blocage des salaires, qu'il estimait « injuste et pas du tout nécessaire » (le Monde du 24 juin). La semaine dernière, dans l'Humanité-Dimanche, le secrétaire général du P.C.F. soulignait la nécessité de soutenir la consommation, mais il déclarait que « la question décisive », pour le redressement de l'économie, est celle de la reconquête du marché intérieur (le Monde du 3 septembre). Et, le 6 septembre, le bureau politique appela les communistes, dans l'Humanité, à livrer la « bataille de la production nationale ».

S'il ne s'est pas rallié explicitement à la « rigueur », mise à l'ordre du jour par M. Pierre Mauroy, le parti communiste, néanmoins, ne fait pas obstacle à la politique du premier ministre. Il y a plusieurs raisons à cette attitude. Parmi les explications que les communistes avancent de leur échec du printemps 1981, la principale, à leurs yeux, est ce qu'ils appellent « l'écart entre les exigences objectives de transformation de la société et la consécration des forces populaires telle qu'elle est » (résolution du vingt-quatrième congrès, février 1982).

## AU JOUR LE JOUR

### ÉVOLUTION

La langue évolue. On lit naguère dans le Petit Larousse, au mot « bavarre », cette définition : « Conséquence d'une action de répression qui fait, de façon imprévue, des victimes innocentes. » La prochaine édition de ce dictionnaire devra s'arrêter d'un mot nouveau : « non-bavarre ». Avec la définition suivante : « Conséquence d'une action de répression qui fait, de façon imprévisible, des victimes innocentes. » Références littéraires : Gaston Defferre.

BRUNO FRAPPAT.

### M. PIERRE BEREGOVY INVITÉ DU « GRAND-JURY » R.T.L.-1 MONDE

Le grand jury R.T.L.-1 Monde reprend son émission hebdomadaire à partir du dimanche 12 septembre. M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale répondra de 18 h 15 à 19 h 30, dimanche 12 septembre, aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

## Un entretien avec M. Louis Mexandeau

- Pas de séparation entre les services de la poste et ceux des télécommunications
- Maintien de la distribution du courrier le samedi et dans les localités rurales

(Lire page 3.)

## LA NOUVELLE POLITIQUE DES ARTS PLASTIQUES

### Optimisme et perplexité

À la veille de l'été, le ministre de la culture, M. Jack Lang, annonçait, au Cateau (1), près de Lille, le nombre impressionnant de soixante-douze mesures (à prendre, plutôt que prises) pour la création artistique, certaines propres à faciliter la vie des artistes, d'autres plus directement liées à la production, certaines touchant la diffusion, d'autres la formation.

C'était une façon de réaffirmer, comme aux premiers jours du gouvernement de la gauche, qu'on s'intéressait de près à la création, en particulier dans le secteur des arts plastiques, reconnu comme étant « le plus sinistré de notre vie culturelle », à un moment où on pouvait commencer à se demander si les grandes promesses étaient bien suivies d'effets, et à s'interroger sur l'emploi des crédits importants attribués en 1982.

À l'automne, dans la perspective d'un budget de la culture pour 1983 beaucoup moins spectaculaire

que le précédent et qui n'atteindra pas le 1 % du budget global de l'État, on peut se poser à nouveau ces questions. Et se dire que d'avoir calculé large pour 1982 n'était pas tant mettre la charrue devant les bœufs que sage précaution. Car on ne reviendra pas sur les acquis. M. Claude Mollard, le délégué aux arts plastiques, peut encore déclarer qu'il aura l'année prochaine un « bon budget ». « Surtout pour les emplois », ajoute-t-il.

GENEVIEVE BREERETTE.

(Lire la suite page 3.)

**Le Monde**  
du lundi 13 septembre  
(daté 14 septembre)  
**PUBLIERA**  
**20 PAGES**  
**D'OFFRES D'EMPLOI**

(1) Le Monde du 23 juin.

**MONTHIERLANT sans masque**  
par **PIERRE SIPRIOT**  
Tome 1  
**L'ENFANT PRODIGE (1895-1932)**  
La biographie définitive de Montherlant éclairée par ses confidences à celui qui fut, pendant vingt-cinq ans, son conseiller et son ami, et par deux cents pages de lettres et de textes inédits.  
**ROBERT LAFFONT**





# L'AMÉRIQUES

## Argentina

## Les trois armes ont reconstitué la junte des commandants en chef

### Correspondence

Une question se pose: pas moins de six mois. L'armée de terre s'écroule-t-elle, échappée à une épuisante campagne, ou est-ce qui a entraîné le renouveaulement à peu près complet de la haute hiérarchie de l'aviation, et qui devrait provoquer une réaction de l'armée d'Anaya, le 1<sup>er</sup> octobre la mise à la retraite de nombreux vice-amiraux et contre-amiraux au moment où, durant la guerre des Malouines ?

Le général Nicolaidis semble vouloir agir en douceur et sans précipitation. Il a demandé le « rapport Calvi » (du nom du général chargé d'évaluer la conduite au combat des officiers de l'armée de terre) et les autres trois modèles de ce rapport. Les sanctions ne seront versées de la hiérarchie. Une telle attitude risque toutefois de mécontenter les troupes.

généraux de brigade, et surtout les jeunes officiers qui espèrent que leur heure est venue. La plupart des observateurs pensent, cependant, que, même si ces derniers décident de passer à l'action, leur coup de force n'empêcherait pas nécessairement le retour à la démocratie promis par général Biondo.

**JACQUES DESPRES**

point tel que la Banque nationale avait dû dépenser plus de cinq milliards de couronnes (soit quatre milliards de francs) pour la soutenir. Premier effet de l'entrée en fonction de la coalition de centre-droit, le marché monétaire s'est un peu calmé. On prendra le 10 septembre, mais le cours de la couronne n'est pas encore revenu à la normale.

**CAMILLE OLSEN.**

**LE NOUVEAU CABINET**

*Premier ministre: M. P. Schiller (conservateur).*

**MINISTRES:**

*Finances et vice-premier ministre: M. Hanning Christophersen (libéral).*

*Affaires étrangères: M. U. Lemann-Jensen (lib.).*

*Travail: Mme Grøthe-Fenger (travailleur conc.).*

*Logement: M. Niels Bøllmann (centre-démocrate).*

*Energie: M. Knud Enggaard (lib.).*

*Pêche: M. Hanning Grov (cons.).*

*Défense: M. Hans Krogh (lib.).*

Interieur : Mme Britta Schallenberg (lib.).  
Musées : M. Erik Ninn-Hansen.  
Industrie : M. Bo Steiner (cons.).  
Economie : M. Anders Andersen (b.).  
Impôts et taxes : M. Isi Folger (cons.).  
Culte : Mme Elsebeth Koch Hansen (lib.).  
Cultures : Mme Mimi Stilling (cons. centre-dém.).  
Agriculture : M. Niels Andersen (lib.).  
Environnement et affaires sociales : M. Christian Christensen (lib.).

Affaires groenlandaises : M. Boeyem (centre-dém.).  
Affaires sociales : M. Palle Sørensen (cons.).  
Transports : M. Arne Melchior (centre-dém.).  
Education : M. Bertel Haarder (cons.).

**M. UFFE ELLEMAN-JENSEN**  
**Un ardenti partisan**

puls longtemps, certains dirigeants démocrates-chrétiens socialistes ont affirmé qu'il ne fallait pas justifier la D.C. et cette organisation.

Le premier rapport de police sur l'assassinat du général Dalla Chiesa a été remis ce samedi 11 septembre à la magistrature. Ce rapport mentionne notamment des témoignages et les portraits robotés de ses tueurs. On chorégraphie d'autres dans les rues, les parcs, les boulevards, des noises sur l'enquête qui est en train de mener. Dans l'après-midi du jour de son assassinat, il téléphoné à un officier des renseignements qui avait fait partie de la division de sécurité, pour lui dire qu'il avait prévenu un "un" de la Mafia à la prison, et qu'on l'avait "lâché" seul et un Don Quichotte se battant avec des moulins à vent. Il n'y a pas, pour le moment, d'espionnage de la chausse du général, grâces à Dieu, lors de l'attentat, mais, depuis, est dans un état de profond.

**PHILIPPE BONS**

Il quitte l'audiovisuel en 1975 pour Boersen, l'organe des milieux d'affaires dont il est, pendant quelque temps, le rédacteur en chef. Il est élu en 1977 au parlement. L'année suivante, il déjà porte-parole de son union et président de la commission parlementaire des recherches européennes qui s'occupe des relations avec la C.E.E. C'est ardent partisan de l'approfondissement et du renforcement de la coopération entre les Dix. Membre du bureau de l'Union parlementaire depuis 1979, il écrit une série d'essais secrets sur problèmes du monde moderne, notamment les nouveaux Millionnaires, la Société dépendante et Mensoc

le bien-être. — C. O.

(De notre correspondant.)

De notre cor

respondant

Montreal environ 70 % des  
marchés mondiaux. Les  
M. Trudeau voudrait convain-  
ser ses concitoyens qu'ils doivent  
serrer la ceinture pour affron-  
ter la crise. L'autre le chômage,  
à un autre élément. Il est la  
cause de la situation : le produit  
national brut a baissé de 6 %  
en 1982, uniformément aux  
commandements. Pour l'inter-  
national, qui s'est  
un peu ces derniers jours à To-  
ronto, le gouvernement canadien  
accorde la priorité à la  
transition. Celle-ci a légè-  
rement diminué entre mai et  
septembre, passant de 10,8 %  
à 10,5 %. La baisse de la  
nouvelle politique  
économique, la fin juin par le  
gouvernement, vise à limiter les  
croissances de 1982 à 1983  
de 1,5 % et de 1,5 % en 1983  
et de ramener l'inflation à  
moins de 5 % au lieu de 10 %  
convaincre les Canadiens  
d'accepter volontairement forte

« Les problèmes économiques du Canada n'ont jamais vraiment parvenu à pénétrer, aux dires mêmes de plusieurs députés de son parti, le premier ministre, et surtout pour ceux qui ont une constante du parti libéral les sondages. M. Trudeau n'a pas l'air de manifester d'hostilité, comme il a souvent tendance à le faire, à en rendre compte lors de ses annonces, en soit. Des mesures sont prises, à trois reprises, au sujet d'un projet de loi qui le rapportait avec ses enfants dans le reste du pays.

« Quelques jours plus tard, il annonce le vote officiel qu'il a effectué, et le 15 septembre, en septembre, afin de porter toute son attention à l'écono-

ERTRAND DE LA GRANGE

DANIEL VERNET

Une livre vaut environ 12 francs  
Et non de 140 millions, comme  
des écrit nos amis.

ne nouvelle personnalité  
e au gouvernement. Il s'agit  
sénateur, M. Jack Austin,  
devient ministre d'Etat  
gé du développement social

nomination de deux Québécois  
MM. Lalonde et Chrétien,



PROCHE-ORIENT

Le plan de paix arabe de Fès et ses répercussions

Au centre des conversations que doit avoir, ce samedi 11 septembre à l'Élysée, le président égyptien M. Mubarak avec M. Mitterrand, le sommet de Fès est élogieusement commenté dans le monde arabe, à l'exception de la Libye. M. Yasser Arafat, de passage à Alger, a assuré que les résultats de la réunion étaient « positifs et importants, surtout dans les difficiles conditions actuelles ». L'agence officielle syrienne fait état de la décision de Beyrouth de mettre fin à la présence des forces de Damas au Liban. Elle rappelle que les points de vue syrien et irakien à propos de la guerre du Golfe « demeurent radicalement différents ». Le premier ministre tunisien, M. Mzali, se félicite que, « pour la première fois, les Arabes soient d'accord sur des propositions constructives », et rappelle le rôle de précurseur joué par le président Bourguiba.

Pour le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, Fès vient d'ouvrir « l'un des plus riches sommets arabes ». Au Caire, la radio voit dans le plan de Fès de « nom-

breux éléments positifs », mais invite les auteurs de ce texte à « ne pas l'assimiler à un rejet de l'initiative américaine avec laquelle il n'est pas en contradiction ».

● A WASHINGTON, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a rappelé que de profondes divergences subsistent entre les positions arabe et américaine. Il a toutefois ajouté : « Si la Ligue arabe a vraiment reconnu le droit à l'existence d'Israël, alors il s'agit d'une véritable percée ». Selon M. Shultz, rien ne « saurait faire dévier le président Reagan des principes de son propre plan », mais « maintenant que les parties ont annoncé leur position de départ, le temps est venu de discuter calmement ».

● A MOSCOU, l'agence Tass, s'abstenant de commentaires sur le sommet mais s'en prenant aux déclarations du secrétaire d'Etat, estime que les Etats-Unis « cherchent à entraîner les Arabes dans des conversations futilles dans le cadre de Camp David sans le couvert desquelles Israël pourrait poursuivre ses agressions ».

● A PEKIN, l'agence Chine nouvelle estime que les Etats arabes viennent de prouver leur « capacité à sauvegarder eux-mêmes leurs intérêts nationaux » en « renforçant leur unité ».

● A TEHERAN, le président Khamenei a assuré que les décisions de Fès « visaient à accélérer le mouvement révolutionnaire palestinien ».

M. Yasser Arafat est attendu à Rome le 15 septembre pour y participer à la conférence mondiale de l'union interparlementaire auprès de laquelle le conseil palestinien a un statut d'observateur. Le bureau romain de l'O.L.P. assure que, à cette occasion, il sera reçu en audience privée par le pape et aura un entretien avec le président Pertini. Alors que le Vatican, conformément à sa pratique constante, ne reconnaît ni ne démentait ce type de rencontre, le président de la République italienne s'est dit « prêt à recevoir » le chef de l'O.L.P. — (A.F.P., A.P.)

« Notre premier objectif est de parvenir à un état de non-belligérance dans la région »  
déclare le roi Hassan II

De notre envoyé spécial

Fès. — « Au Liban, Israël a tué des milliers d'enfants et nous paierons, dans les années 1990, ce qui a été fait là-bas. Le monde arabe, sans renoncer à ses droits, a décidé d'ouvrir un nouveau registre dans l'histoire. L'espérance que cet appel sera entendu. C'est sur cette note d'émotion que le roi Hassan II, à l'issue de la conférence de presse au cours de laquelle il a donné d'utiles précisions sur les décisions que viennent de prendre les chefs d'Etat arabes. « Ce qui s'est passé à Beyrouth, avait-il dit en amorçant une conclusion qui semblait surtout destinée aux Occidentaux, est beaucoup plus dramatique que nous pouvons le supposer parce que dans huit ou dix ans nous allons moissonner ce qu'Israël aura semé : une vague de terrorisme aveugle sans arrière-pensée idéologique. »

Le roi a évoqué de façon pathétique le « traumatisme subi par tous ces enfants qui n'ont rien fait et qui ont vu leurs parents assassinés », tous ces enfants qui « ont le droit de jouer avec des poupées et des jouets mécaniques jouant avec des vrais fusils. » « Je ne comprends pas, a-t-il ajouté, qu'il n'y ait pas eu dans le monde un vaste mouvement de solidarité comme pour les petits orphelins vietnamiens ! »

Dégageant la philosophie du plan de Fès, le roi a déclaré que le Conseil de sécurité garantira la paix entre tous les Etats de la région, le souverain a expliqué que son objectif est de mettre fin à la situation de guerre qui prévaut depuis 1948. L'établissement de la paix suppose deux étapes. « La première consiste, a-t-il dit, à parvenir à un état de non-belligérance entre les Etats de la région dans les frontières d'avant la guerre de 1967. La deuxième, celle de la reconnaissance (échange d'ambassades, relations commerciales, etc.), n'est pas convertie par ce texte, précise le roi, qui ajoute : « Pour le moment, il s'agit d'assurer la première étape, et cela représentera déjà un énorme pas vers la paix. »

M. Arafat dans la « commission d'explication »

Le souverain précise également que le Conseil de sécurité a des choix comme garant pour trois raisons : 1) il s'agit d'une assemblée restreinte, ce qui lui assure une plus grande efficacité ; 2) il comprend cinq membres permanents et a donc un caractère de permanence ; 3) cela permettra, en outre d'associer au règlement, en plus des Etats-Unis, l'Union soviétique, la France, la Grande-Bretagne et la Chine.

A la question de savoir quels sont les atouts du monde arabe pour réussir, Hassan II répond : « Ils sont nombreux. Il y a d'abord le génocide qui s'est produit au Liban et qui a dévasté toutes les couches de la société, en Amérique, qui est libérée des censures sionistes. » Le roi considère ensuite qu'Israël a « perdu » au Liban sa première guerre, « militiquement, parce qu'il n'a pas pu occuper le terrain, moralement, parce que ce qu'il a fait est inacceptable, politiquement, parce que le temps des pures victoires est révolu ». Autre atout : les Arabes ne se contentent plus de demander l'évacuation des territoires occupés, mais « présentent un plan de paix cohérent et, pour la première fois, acceptent que la plus haute autorité internationale garantisse la co-existence pacifique de tous les Etats de la région ».

« Nous avons aussi des moyens de pression politiques qui ne sont pas à dédaigner », observe le souverain, en soulignant qu'Israël ne peut pas « s'entêter éternellement à rejeter les résolutions de l'O.N.U. ». Valant l'autocritique du monde arabe, il déclare : « Nous avons souvent parlé de guerre économique et

JÉRUSALEM : une nouvelle déclaration de guerre

De notre correspondant

Jérusalem. — « C'est une nouvelle déclaration de guerre contre Israël », a déclaré, vendredi 10 septembre, le ministre des Affaires étrangères, M. Shamir, confirmant ainsi le « rejet total » des conclusions du sommet de Fès par le gouvernement israélien (nos dernières éditions du 11 septembre). Cette condamnation absolue était à prévoir. M. Shamir, comme les autres dirigeants israéliens, s'attachant à souligner que rien ne peut changer dans la politique des pays arabes à l'égard d'Israël. « Ce plan traduit le même haine d'Israël », a-t-il ajouté, « c'est le même refrain, mais qui a reçu cette fois des encouragements venus d'outre-Atlantique. » Cette dernière conversation futelle dans le cadre de Camp David sans le couvert desquelles Israël pourrait poursuivre ses agressions ».

Insistant sur la détermination du gouvernement israélien à résister à l'ensemble des initiatives diplomatiques et étatiques d'où qu'elles viennent, M. Shamir a précisé : « Toute tentative de règlement politique dans la région qui n'a pas l'approbation d'Israël ne nous rattrapera pas. »

Appuyant la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui a indiqué que les conclusions du sommet de Fès reflètent « la position traditionnelle des Arabes », ne méritant pas d'être « considérées sérieusement », d'autant que ce nouveau document paraît « pire que le plan Fatah ». Le porte-parole du gouvernement israélien, lui, non plus, ne varie pas en laque, à un an de distance, ce sont les mêmes termes qui sont employés pour « un projet visant à obtenir la destruction d'Israël ».

D'autre part, observe : « Les Etats arabes jettent mieux d'engager immédiatement des négociations pour la conclusion de traités de paix entre eux », les propositions faites par Jérusalem ne changent pas au fil des années : Israël, à un règlement global, préfère des accords séparés. Dans les milieux gouvernementaux, on fait observer que la Ligue arabe, en souhaitant de la part du Conseil de sécurité des garanties pour les pays du Proche-Orient, se propose une « inacceptable » à plus d'un titre, notamment parce que l'O.N.U. est résolument hostile à Israël et parce que ces garanties s'entendent au nombre de cinq, les propositions faites par Jérusalem ne changent pas au fil des années : Israël, à un règlement global, préfère des accords séparés.

Dans l'ensemble des milieux politiques palestiniens des territoires occupés, on se montre généralement satisfait de l'issue du sommet arabe, dans la mesure où le plan de Fès et celui du président Reagan ne sont pas contradictoires. Après un profond découragement durant le conflit au Liban, l'espoir renaît. On

Espoir en Cisjordanie

M. Begin pourra-t-il faire face à un tel mouvement d'encerclement diplomatique qui a pour but de placer Israël en état de siège ? On continue de penser dans son entourage qu'il a les moyens de tenir bon, notamment depuis qu'il a déclaré son intention de provoquer des élections anticipées, et alors que les sondages d'opinion lui accordent, ainsi qu'au Likoud, un très net avantage. Mais une évolution de l'électorat reste possible car une nouvelle enquête publiée par la question du soir Yediot Aharnot, le 10 septembre, indique que, si 39 % des personnes interrogées sont favorables à l'annexion de la Cisjordanie, un même pourcentage se prononce pour un « compromis territorial », principe qui est défendu par le parti travailliste.

Dans l'ensemble des milieux politiques palestiniens des territoires occupés, on se montre généralement satisfait de l'issue du sommet arabe, dans la mesure où le plan de Fès et celui du président Reagan ne sont pas contradictoires. Après un profond découragement durant le conflit au Liban, l'espoir renaît. On

estime que, maintenant, il existe de sérieuses chances de rompre l'alliance entre les Etats-Unis et Israël et d'amener le gouvernement de Washington à faire pression sur le cabinet de M. Begin pour au moins mettre un frein à la politique de colonisation de ces derniers, alors que celle-ci paraît devoir se développer, puisque l'administration israélienne vient de faire connaître son intention de prendre le contrôle du système d'adduction d'eau en Cisjordanie.

Certains observateurs palestiniens pensent que désormais les divergences entre modérés et partisans de l'O.L.P. vont pouvoir s'atténuer. D'ailleurs, M. Elias Freij, maire de Bethléem, qui a publiquement soutenu l'initiative du président Reagan, laisse entendre que la plupart des autres chefs de Cisjordanie, même ceux considérés comme les plus extrémistes par les Israéliens, et pour cette raison destinés, l'approuvent sans le dire. M. Freij estime qu'une nouvelle période vient de s'ouvrir qui offre des perspectives aux Palestiniens, au moment où ils en avaient le plus besoin. Prévoyant des discussions importantes dans les territoires occupés à propos des derniers événements, M. Freij a annulé un voyage à Paris, où était prévu un entretien avec M. Chirac.

Toutefois, un grand scepticisme demeure chez certains. Il s'exprime notamment dans les journaux arabes de Jérusalem-Kat, qui reflètent le plus souvent des opinions proches de l'O.L.P. Ces derniers jours, *Al Fajr* et *Al Chaab* se sont livrés à de sévères critiques contre les dirigeants arabes d'Etat arabes, reprochant leur « impuissance » depuis toujours et, plus récemment, leur inaction durant la guerre au Liban.

FRANCIS CORNU.

A Vienne

Le colonel Kadhafi : échec et haute trahison

De notre correspondante

Vienne. — Le colonel Kadhafi a fait rendre une brève accolade à Vienne pour rencontrer le chancelier autrichien M. Kreisky. Venant de Prague et de Varsovie où il s'était rendu en « visite officielle d'amitié » (le Monde du 11 septembre), le président libyen a saisi l'occasion d'une conférence de presse improvisée à l'as-

propos de Vienne pour proclamer l'échec du sommet de Fès, qu'il avait boycotté. « Israël, a-t-il dit, s'opposera à tout règlement de paix au Proche-Orient parce que l'Etat hébreu veut continuer la guerre contre les pays arabes pour les caser. »

Le rejet par Israël des résolutions adoptées à Fès est, aux yeux du colonel Kadhafi, une preuve suffisante de l'échec du sommet. Le dirigeant libyen, dont la position est de plus en plus isolée parmi les pays arabes, n'a pas hésité à reprocher à ceux d'entre eux ayant accueilli des représentants palestiniens d'avoir commis un « acte de haute trahison ».

Le chancelier Kreisky et son hôte libyen ont été unanimes à souligner « leurs bonnes relations ». Le chancelier a cependant admis qu'il n'est pas toujours d'accord avec le colonel Kadhafi, qui a des « idées révolutionnaires ». Le dénominateur commun de cette « amitié » toute traînée — le chancelier avait reçu en mars le chef de l'Etat libyen en visite officielle à Vienne, la première qu'il avait effectuée en Occident — est incontestablement leur opposition farouche au gouvernement Begin.

Alignement sur les pays de l'Est

La visite faite par le colonel Kadhafi à Vienne, en mars, avait été considérée comme une tentative d'ouverture de la Libye vers l'Ouest. Cette initiative est cependant restée sans suite. Après le succès des modérés pro-occidentaux au sommet de Fès, le chef de la révolution libyenne n'a trouvé comme solution de rechange qu'un alignement de plus en plus marqué sur les positions des pays socialistes, y compris à propos de l'Afghanistan. Après la Tchecoslovaquie, c'est avec la Pologne que Tripoli signera « un traité d'amitié et de coopération ». — W.B.

**GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES**

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax, c'est un nouveau style de déjeuner qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se ressourcer à volonté.

GARDEN BUFFET ? Le dimanche à l'heure du BRUNCH, une bonne idée à inscrire sur votre agenda !

**150 F**  
(taxes, service et vin compris)

Tous les jours de 12 à 15 h.

**Hôtel PRINCE DE GALLES**  
33 avenue George-V PARIS 8<sup>e</sup> Tél. 723 55.11











## La situation en Nouvelle-Calédonie après la réélection de M. Lafleur

## Un équilibre toujours précaire

At vu du résultat de dimanche dernier, ce serait évidemment, pour le R.P.C.R., une bonne façon de redevenir majoritaire à lui seul dans ce parlement local où, depuis janvier dernier, il se trouve isolé en raison du « lâchage » des conseillers centristes de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.) qui ont choisi de faire un bout de chemin avec le Front indépendantiste.

l'exercice du pouvoir ? Pour le moment, pareille éternité n'est présentée que comme telle. Officiellement, on continue de jouer le jeu, mais en précisant qu'il ne sera peut-être pas facile de faire oublier dans la brousse ce sentiment de rupture et l'existence désempaillée, à Nouméa, d'un front déclaré anticolonialiste même si certains de ceux qui ont contribué à le constituer ont pu dire, ici ou là, en constatant l'ampleur de leur victoire, que c'était en fait un « *malheur* ».

**Le chaud et le froid**

M. Lafleur peut-il prendre le risque de rompre un équilibre aussi précaire ? Il s'en défend et parle, lui aussi, dans sa lettre de remerciement aux électeurs, de « notre volonté de vivre en paix et en harmonie, dans la tolérance, l'antipathie et la dignité », seule voie possible d'avenir qu'il propose « à tous ceux qui le souhaitent, dans le plus large esprit d'ouverture et de dialogue ».

Dans un bureau de Nouméa,  
à l'explicite cependant davantage,  
Les réflexions ? Il leur a toujours,  
Leur détermination, leur volonté,  
C'est dans la vie où elles ne  
créent pas de problèmes majeurs  
entre les communautés. Mais,  
pour lui, le gouvernement actuel  
est une machine à fabriquer des  
pains et Mélanésiens, car, sur  
cinquante mille Mélanésiens, il  
peut aussi assurer, dit-il que  
l'Etat n'est pas partageant pas  
l'Etat n'est pas partageant pas  
l'Etat n'est pas partageant pas.

Du coup, le député rural soufre  
alternativement le chaud et le  
froid. Le froid : « Le dialogue,  
selon M. Nuan et Sammatu,  
est la seule solution à la crise  
vive. Je suis convaincu qu'il y a

« Acceptez donc la soumission. » Le chœur : « Oh ! je n'ai jamais cru que je fais d'être riche résoudrait d'être pauvre ! » Le président, tenant une chance d'être reçu par le président de la République : « Le froid à nouveau :  
« Avec le contenu de l'ordonnance de la loi de 1933, le monde est un drame entre Mégalotides. Rendre les terres aux clans, c'est ôter dit. Mais depuis cent cinquante ans, les gens ne sont indignés. Beaucoup de gens ont été dépossédés, par fortune du clan, et ce sera une source de difficultés graves. Alors, ça-l-on accepter de m'enlever un tout petit peu ? Il est évident que si on ne fait pas de cantiers, soient ça pourvu aujourd'hui, c'est une bonne chose, mais ça n'enlève rien à leur opinion qui reste l'indignation. Alors, ça-l-on accepter de m'enlever ce ne pourra jamais marcher. »  
Pourtant, s'il répète que la réforme fondatrice du gouverne-

## Le P.C.F. et la gauche

réforme foncière du gouverne-  
ment risque de « faire couler le  
sang », il laisse finalement la  
porte ouverte en ajoutant :  
« Mais je suis convaincu qu'il y  
a des solutions et qu'on peut  
trouver un compromis. »

Dans la limpidité du printemps  
prochain, à l'approche de la

Reçu à l'Elysée

**M. STIRN SOUHAITE  
QUE L'OPPOSITION AIT  
UN « LANGAGE CONSTRUCTIF »**

M. Olivier Stirn, vice-président du parti radical, a été reçu, vendredi 11 mai, par le président de la République.

[illegible]

هكذا من الأصل



حکومتی اداروں کے ذریعے

Le Monde

société

LA FIN DU CONGRÈS DE PARIS

Les mille et une manières de maltraiter l'enfance

Le quatrième congrès international sur les enfants maltraités et négligés, qui s'est achevé le 10 septembre, à Paris, n'a pas dévié de son thème : « Les enfants victimes de mauvais traitements dans les institutions et dans la société ». Il ne s'agissait pas d'étudier, comme ce fut le cas à Genève, Londres ou Amsterdam, les violences intrafamiliales, les mauvais traitements et les abus, mais les enfants victimes de la violence dans les institutions, et des mauvais traitements que les systèmes sociaux, les conditions économiques, infligent aux enfants dans le monde. Ils ont échangé leurs informations, leurs propositions avec d'autres plus de soixante et de rigueur qu'ils étaient pour la plupart — un millier environ — des « professionnels » de l'enfance et souvent eux-mêmes membres d'institutions.

Le congrès ayant pris conscience que, jusqu'à présent, les mauvais traitements avaient eu bon dos, il n'eut pas trop de quatre jours de débats passionnés pour dénoncer les autres abus, les autres drames, les atteintes à l'enfance dans des établissements où on place les enfants pour, en principe, les mettre à l'abri. Les représentants des pays du tiers-monde s'en firent une violence exercée par la société. Ainsi, Mme Usha, Naidu, de Bombay, a parlé du placement des enfants en Inde. Ils représentent 6 % de la main-d'œuvre globale du pays et travaillent quinze heures par jour pour des salaires ne dépassant pas l'équivalent de 10 dollars par mois. Beaucoup sont malades, bronchiteux, tuberculeux, asthmatiques, mais surtout ils n'ont plus leur identité d'enfants et d'adultes. Ils ont de pauvres ambitions : pos-

L'alibi

Une femme racontera à la tribune la vie des enfants français. L'enfermement, l'ordre de dénoncer leurs parents à l'école, les fillettes mariées dès l'âge de neuf ans, les petits prisonniers qui doivent travailler leurs camarades pour sauver leur vie. Plus encore, les guerres horribles, les enfants du Bo Carisson, médiateur des enfants en Suède, rappelle que, depuis 1945, il y a eu cent quarante guerres sur la planète. Une nouvelle fois les six mille quatre cent cinquante enfants victimes de la guerre civile en Liban. Chaque année, douze millions d'enfants ne survivent pas à la maladie. Un enfant pour deux cent cinquante personnes, dans le monde. Un médecin pour trois mille cinq cents. Puis, le médecin raconte la guerre civile en Irlande, les enfants enfermés dans des organisations paramilitaires qui apprennent à tirer au fusil et qui, pour avoir dénoncé à dix ans, peuvent être punis à la perousse d'un tron dans la route.

En Angleterre, comme l'a confirmé le Professeur, l'absence d'institution d'aide à l'enfance à Londres, des enfants qui ne sont pas des délinquants mais seule-

ment « placés », vivent dans des établissements où ils peuvent rester enfermés plusieurs jours. Ils n'ont, c'est le règlement, aucun droit à partir leur courrier et rien ne doit leur appartenir. En France, des institutions « déviantes » ont pu sévir et sévissent encore, où les enfants sont battus, se-coués de tout règlement.

Mais il n'y a pas que les coups et les blessures physiques. Le docteur Pierre Streus s'est étendu sur les violences moins apparentes faites aux nourrissons quand les mères ont des grossesses à problèmes psychologiques. A ces enfants infligés aux prématurés dans les hôpitaux, trop longtemps arrachés à leurs parents. A l'hospitalisme, en général, M. Jean-Claude Kuerch, président de l'Association française des magistrats de la jeunesse, a parlé à son tour des institutions « réformatrices » qui sont brutales parce qu'elles refusent des adolescents en situation d'échec, et des institutions « accueillières » celles-là qui veulent retenir les « cas » intéressants et qui aggraveront ainsi les difficultés.

Tous, à un moment ou à un autre ont dénoncé l'alibi de l'intérêt de l'enfant et si souvent mis en avant pour expliquer des pratiques condamnables, tel, au nom d'une morale égalitaire, les pensionnaires seront en uniforme. Là, au nom d'une hygiène imaginaire, on les empêchera de parler à table. Là, enfin, par bonne morale sexuelle, on interdira aux filles de s'asseoir sur des radiateurs.

Le docteur Michel Soulié, du Centre qui s'interroge sur la notion de « placement ou non placement », renverra le congrès à sa propre image, car une mise en garde s'impose pour que tous ces discours ne soient pas ouï-dits et que soit changé le sort de tout enfant qui souffre. Il est paradoxal, a dit M. Soulié, que nous soyons en mesure de nous occuper des enfants des autres. Cela doit recueillir un plaisir profond. Médions-nous de ce plaisir, trop souvent nous voulons être le « parent idéal ».

CHRISTIAN COLOMBANI.

LES ANIMATEURS D'UNE ÉCOLE DE LANGUES A PARIS SE DÉFENDENT D'ÊTRE LIÉS AUX BRIGADES ROUGES

Hypérion et l'« hystérie »

Amali, qui les poursuit en 1972 pour constitution de bande armée et tentative de subversion. En 1975, ils bénéficieraient d'un non-lieu des disjoints. C'est cette année-là qu'ils décident de venir en France, « pour des raisons culturelles », précise M. Berio, parce qu'en Italie nous les entravions dans notre recherche. « Nous sommes venus à plusieurs, avec un mode de vie communautaire ; nous étions ensemble depuis les années 70, c'est peut-être cela qui a semblé suspect en Italie », ajoute M. Simioni, qui dit ne plus comprendre ce qui se passe.

Déjà, en 1973, au moment de l'affaire Moro, la presse italienne avait évoqué la « piste française » et mis en cause Hypérion. Ces accusations n'avaient pas été reprises par la justice. La police française avait cependant enquêté à l'Institut. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, peu suspect d'une quelconque complaisance envers l'extrême gauche italienne, dont sont issus les fondateurs d'Hypérion, avait conclu que rien ne pouvait leur être reproché. Mais tout se passe en Italie comme si, périodiquement, il fallait trouver un « cerveau » des Brigades rouges opérant à l'étranger. C'est évidemment confortable et, actuellement, il ne saurait être qu'à Paris.

Les trois fondateurs d'Hypérion, MM. Giovanni Mullinaris, trente-huit ans, Corrado Simioni, quarante-huit ans, et Duccio Berio, trente-quatre ans, ont évidemment le tort d'avoir connu Renato Curcio, le créateur des Brigades rouges. Comme tant d'autres, après avoir étudié à l'université de Trente, ils ont, à Milan, de 1968 à 1970, milité au sein de la gauche extraparlementaire italienne. Ils faisaient partie — comme Renato Curcio — de Sinistra proletaria (gauche prolétarienne).

En 1970, il ont cessé toute activité politique. « Nous étions plus intéressés par un projet communautaire et culturel », explique M. Simioni, qui se réclame d'Emmanuel Mounier et du personnelisme.

Cette rupture avec la politique n'était pas évidente pour un magistrat de Milan, le juge

Un comité de soutien

Au début de 1982, M. Mullinaris est allé rendre visite à sa famille en Italie, à Udine. Il est détenu depuis, accusé notamment de trahison d'après le Procureur de la formation de l'organisation. Voilà de nouveaux les trois hommes confrontés à une aventure politique qu'ils disent avoir abandonnée il y a douze ans, d'autant que MM. Berio et Simioni se sentent eux aussi menacés par un mandat d'arrêt délivré en Italie, en juin.

Très affecté par l'arrestation de M. Mullinaris, M. Simioni semble plongé dans un mauvais état. « Il y a une personne complètement innocente qui est en prison depuis des mois, accusée de choses épouvantables, explique-t-il à propos de son ami. Dans toutes ces histoires de terrorisme, il y a une hystérie. La personne n'est plus reconnue, la présomption d'innocence n'existe plus. » « Notre cas est un peu particulier, ajoute M. Simioni. Les autres personnes recherchées par la police ita-

Ces personnalités demandent à être rejointes pour résister contre « cette campagne de calomnies, d'insinuations et de mensonges (...) cette tentative d'intimidation visant à nous empêcher de nous défendre pour nos droits et libertés ».

JOSYANE SAYIGNEAU.

(1) Dans la mythologie, Hypérion était le cocher d'Apollon. Hypérion est aussi le titre d'une œuvre d'Ésope, dont M. Corrado Simioni a fait une traduction.

Forces et faiblesses de l'épidémiologie française

Talioires (Haute-Savoie). — Est-il possible de mener une politique de santé publique cohérente et globale sans disposer des données de base sur lesquelles reposent la morbidité et la mortalité d'une population ? A l'évidence, non. Or la France dispose à cet égard d'un sommaire d'informations considérables et d'une paradoxe faiblesse. Des atouts qui tiennent à son histoire et au foisonnement d'initiatives qui ont vu le jour depuis plusieurs décennies en matière de santé publique. Une faiblesse qui résulte de l'incoordination des structures et au manque de cohérence qui ont présidé à la naissance de l'épidémiologie française.

De tous temps médecins et responsables administratifs ont tenté d'identifier l'agent causal des épidémies. La démarche était ardue tant qu'aucun phénomène explicatif n'apparaissait clairement, et que la recherche ne pouvait s'appuyer que sur des constatations empiriques. Ainsi, entre 1848 et 1854, le Britannique John Snow, répertoriant les cas de choléra lors de plusieurs épidémies qui avaient éclaté à Londres, puis comparant les taux de mortalité des divers quartiers de la capitale, avait-il constaté que la maladie frappait bien davantage les riverains d'un secteur très pollué de la Tamise.

Ainsi le Hongrois Semmelweis mit-il en évidence, avant d'en connaître le mécanisme, le rôle des mains sales dans la transmission des maladies par le personnel des maternités qui procédait à des accouchements sans s'être désinfecté les mains. La véritable naissance de l'épidémiologie ne pouvait venir que de découvertes de Pasteur : enfin un agent causal, un microbe, une identité, donc origine des maladies, donc principes de prévention. Médecins et administrateurs donnèrent alors une impulsion sans précédent à ce qui devait devenir l'hygiène.

L'épidémiologie, étude des maladies infectieuses, transmissibles, prend corps, élargie par des fondements scientifiques : bactériologie, le microbe, le virus, la bactérie, le parasite est l'agent causal, identifiable, de maladies restées longtemps mystérieuses. Ainsi l'épidémiologie devient la véritable directrice de la micro-biologie, qu'à l'identification des causes devait s'ajouter la découverte d'une prévention possible : la vaccination — puis d'armes thérapeutiques offensives, directes et efficaces : les sulfamides et les antibiotiques.

De ces découvertes et de leurs applications, de progrès généraux de l'hygiène dans les pays industrialisés devait résulter une chute massive de l'incidence des maladies infectieuses. Voilà le déclin, par contrepoint, de l'hygiène et du recensement des épidémies, et de la crainte de

De notre envoyée spéciale

leur résurgence. L'épidémiologie — du moins celle des maladies infectieuses — souffrit donc guérie en France des progrès généraux de la santé publique. Fallait-il pour autant renoncer à l'étude statistique des cas de mortalité et de morbidité au recensement des affections non transmissibles, des maladies dégénératives, génétiques, métaboliques, psychiatriques ?

A cette question, les responsables de la santé publique répondirent par la négative, en particulier dans les pays anglo-saxons. Le courant de recherche y fut même assez radicalement inversé et l'essentiel de l'effort fut axé sur les maladies dites « de civilisation » telles que les affections cardiovasculaires, le cancer, le diabète, les maladies dégénératives ou liées à l'environnement. Ainsi fut entreprise, après la seconde guerre mondiale, aux États-Unis, national coordonné d'abord, puis sur les causes des maladies coronariennes. L'enquête dite « de Framingham », qui devait permettre la mise en évidence des facteurs de risque majeur des affections cardiovasculaires, est restée un modèle du genre.

Le foisonnement dans le désordre

Aujourd'hui, les États-Unis disposent, avec le Center for Disease Control (C.D.C.), établi à Atlanta en Géorgie, d'un instrument idéal dans le domaine de l'évaluation épidémiologique : un établissement fédéral, hiérarchisé, pyramidal, qui rassemble une somme considérable de données sur les maladies transmissibles ou non, présentes sur le territoire américain et dans de nombreux pays du monde. La Grande-Bretagne s'est dotée d'une structure liée au ministère de la Santé, à l'égard duquel elle a cependant préservé une relative autonomie et dont l'efficacité est indiscutable.

En France, les structures de l'épidémiologie souffrent à la fois du foisonnement et, paradoxalement, d'un manque de coordination. Coexistent, en effet, outre les services de renseignements d'origine hospitalière, de multiples organismes disposant chacun de leur méthodologie et de leur ordre administratif. Les armées disposent de renseignements épidémiologiques de haute valeur, mais limités par nature à un échantillon de la population. Les « centres de référence » (une vingtaine de centres ont, en 1982, fondation de l'Organisation mondiale de la Santé, dont il dirige les services épidémiologiques et statistiques).

CLAIRE BRISET.

JUSTICE

Affaire Scalzone

DÉCISION LE 15 SEPTEMBRE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, vendredi 10 septembre, qu'elle ne se prononcera pas sur la demande de mise en liberté de M. Creste Scalzone, trente-cinq ans, ancien dirigeant de l'extrême gauche italienne dont l'Italie réclame l'extradition. M. Scalzone a été arrêté à Paris, où il résidait également, le 29 août. Les autorités de son pays l'accusent de trois tentatives d'assassinat volontaire et de divers délits.

La demande de mise en liberté de M. Scalzone a été placée à huis clos pendant plus d'une heure devant ses défenseurs, les Jean-Pierre Magnard, Francis Teitgen et Bertrand Domenech. En audience publique où le président, M. Jacques Beguin, a indiqué que les pièces transmises par l'Italie étaient déjà arrivées à Paris et seraient traduites très rapidement, M. Domenech a déposé des conclusions demandant que soit versé au dossier administratif de M. Creste Scalzone constitué par les services compétents du ministère de l'Intérieur.

Le président n'a pas exclu que l'on puisse commencer l'examen au fond, dès l'audience du 15 septembre, du cas de M. Scalzone qui a désigné deux nouveaux avocats, M. Georges Kiejman et Jean-Denis Bredin.

FAITS DIVERS

Après la fusillade de la rue de Lyon, à Paris, l'un des passants blessés le 10 septembre, par un homme qui a vraisemblablement agi en état de démence (le Monde du 11 septembre) est décédé. On ignore son identité. Le meurtrier, Claude Bassot, âgé de quarante ans, habitant à Neuilly, est un repris de justice qui était sorti de prison le 12 juillet après avoir purgé une partie de la peine à laquelle il avait été condamné, en février 1980, pour « vols qualifiés et vols ».

MÉDECINE

Forces et faiblesses de l'épidémiologie française

Talioires (Haute-Savoie). — Est-il possible de mener une politique de santé publique cohérente et globale sans disposer des données de base sur lesquelles reposent la morbidité et la mortalité d'une population ? A l'évidence, non. Or la France dispose à cet égard d'un sommaire d'informations considérables et d'une paradoxe faiblesse. Des atouts qui tiennent à son histoire et au foisonnement d'initiatives qui ont vu le jour depuis plusieurs décennies en matière de santé publique. Une faiblesse qui résulte de l'incoordination des structures et au manque de cohérence qui ont présidé à la naissance de l'épidémiologie française.

De tous temps médecins et responsables administratifs ont tenté d'identifier l'agent causal des épidémies. La démarche était ardue tant qu'aucun phénomène explicatif n'apparaissait clairement, et que la recherche ne pouvait s'appuyer que sur des constatations empiriques. Ainsi, entre 1848 et 1854, le Britannique John Snow, répertoriant les cas de choléra lors de plusieurs épidémies qui avaient éclaté à Londres, puis comparant les taux de mortalité des divers quartiers de la capitale, avait-il constaté que la maladie frappait bien davantage les riverains d'un secteur très pollué de la Tamise.

Ainsi le Hongrois Semmelweis mit-il en évidence, avant d'en connaître le mécanisme, le rôle des mains sales dans la transmission des maladies par le personnel des maternités qui procédait à des accouchements sans s'être désinfecté les mains. La véritable naissance de l'épidémiologie ne pouvait venir que de découvertes de Pasteur : enfin un agent causal, un microbe, une identité, donc origine des maladies, donc principes de prévention. Médecins et administrateurs donnèrent alors une impulsion sans précédent à ce qui devait devenir l'hygiène.

L'épidémiologie, étude des maladies infectieuses, transmissibles, prend corps, élargie par des fondements scientifiques : bactériologie, le microbe, le virus, la bactérie, le parasite est l'agent causal, identifiable, de maladies restées longtemps mystérieuses. Ainsi l'épidémiologie devient la véritable directrice de la micro-biologie, qu'à l'identification des causes devait s'ajouter la découverte d'une prévention possible : la vaccination — puis d'armes thérapeutiques offensives, directes et efficaces : les sulfamides et les antibiotiques.

De ces découvertes et de leurs applications, de progrès généraux de l'hygiène dans les pays industrialisés devait résulter une chute massive de l'incidence des maladies infectieuses. Voilà le déclin, par contrepoint, de l'hygiène et du recensement des épidémies, et de la crainte de

leur résurgence. L'épidémiologie — du moins celle des maladies infectieuses — souffrit donc guérie en France des progrès généraux de la santé publique. Fallait-il pour autant renoncer à l'étude statistique des cas de mortalité et de morbidité au recensement des affections non transmissibles, des maladies dégénératives, génétiques, métaboliques, psychiatriques ?

A cette question, les responsables de la santé publique répondirent par la négative, en particulier dans les pays anglo-saxons. Le courant de recherche y fut même assez radicalement inversé et l'essentiel de l'effort fut axé sur les maladies dites « de civilisation » telles que les affections cardiovasculaires, le cancer, le diabète, les maladies dégénératives ou liées à l'environnement. Ainsi fut entreprise, après la seconde guerre mondiale, aux États-Unis, national coordonné d'abord, puis sur les causes des maladies coronariennes. L'enquête dite « de Framingham », qui devait permettre la mise en évidence des facteurs de risque majeur des affections cardiovasculaires, est restée un modèle du genre.

Le foisonnement dans le désordre

Aujourd'hui, les États-Unis disposent, avec le Center for Disease Control (C.D.C.), établi à Atlanta en Géorgie, d'un instrument idéal dans le domaine de l'évaluation épidémiologique : un établissement fédéral, hiérarchisé, pyramidal, qui rassemble une somme considérable de données sur les maladies transmissibles ou non, présentes sur le territoire américain et dans de nombreux pays du monde. La Grande-Bretagne s'est dotée d'une structure liée au ministère de la Santé, à l'égard duquel elle a cependant préservé une relative autonomie et dont l'efficacité est indiscutable.

En France, les structures de l'épidémiologie souffrent à la fois du foisonnement et, paradoxalement, d'un manque de coordination. Coexistent, en effet, outre les services de renseignements d'origine hospitalière, de multiples organismes disposant chacun de leur méthodologie et de leur ordre administratif. Les armées disposent de renseignements épidémiologiques de haute valeur, mais limités par nature à un échantillon de la population. Les « centres de référence » (une vingtaine de centres ont, en 1982, fondation de l'Organisation mondiale de la Santé, dont il dirige les services épidémiologiques et statistiques).

CLAIRE BRISET.

En Corse

INTOXICATION ALIMENTAIRE DANS UN VILLAGE DE VACANCES

Une épidémie de salmonelle touche actuellement le Centre village vacances famille de la Croix du Sud de Sainte-Lucie-de-Porto-Vecchio (commune de Zonza, Corse-du-Sud). A la direction départementale de l'action sanitaire et sociale d'Aléria, on précise que cette épidémie est due à *Salmonella enteritidis*. Il s'agit d'un type particulier de salmonelle, bactérie responsable d'intoxications alimentaires qui se manifestent par de la fièvre, des troubles gastro-intestinaux et une altération de l'état général.

L'origine précise de l'épidémie est plus souvent des pâtisseries ou des charcuteries contaminées. n'a pas encore été identifiée. Aucun cas grave n'a été observé, mais plusieurs hospitalisations de jeunes enfants ont été jugées utiles. Le centre de la Croix du Sud héberge actuellement six cent cinquante personnes.

M. Abdelhak Bouhara, ministre algérien de la Santé, effectuera, du 9 au 14 septembre, une visite officielle en France, accompagnée de plusieurs collaborateurs. Il doit notamment visiter l'École nationale de santé publique de Rennes, le centre hospitalier régional de Bordeaux, l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif et le service du professeur Marcel Legrain (groupe hospitalier de la Fitié-Salpêtrière, Paris). Le ministre algérien doit rencontrer d'autre part M. Pierre Mauroy, différents membres du gouvernement et plusieurs parlementaires. Il se rendra aussi à la fête de l'Humanité.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Filles  
75007 PARIS - CEDEX 13  
C.C.P. Paris 4067-93  
ABONNEMENTS  
1 an 600 F 3 ans 1200 F  
FRANCE DOM-TOM  
255 465 615 700 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
200 F 250 F 1300 F 1200 F  
ÉTRANGER  
(tarif mensuel)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
300 F 300 F 700 F 600 F  
2 - SUISSE-TURQUIE  
300 F 300 F 700 F 1200 F  
Par voie aérienne  
Tous les abonnements  
sont payés par chèque  
postal (ou mandat) et doivent  
être envoyés à leur destination.  
Chèques d'adhésion définitifs  
ou provisionnels (sans remise en main)  
seuls sont acceptés. Les chèques  
doivent être envoyés en même  
temps que le mandat.  
Joindre le chèque de la date de la  
souscription.  
Veuillez adresser l'abonnement  
à l'adresse suivante :  
Le Monde, 5, rue des Filles  
75007 PARIS - CEDEX 13



























# AUTOMOBILE

## Les ventes d'automobiles étrangères sont restées fortes en août

(Suite de la première page.)

Samedi matin, les quelques dizaines de salariés qui devaient travailler à Aubrey venaient normalement à leurs occupations. Réunis, samedi matin, au siège de la C.G.T., les délégués de ce syndicat devaient arrêter la position qu'ils prendraient lundi matin, lors de la réouverture hebdomadaire de l'usine.

Chez Talbot, où le travail a repris vendredi, avec le souci d'éviter les heurts, l'incertitude continue cependant à planer, en raison de l'opposition de la C.S.L. et de certains contremaîtres de voir réintégrer les ouvriers dont le licenciement a été annulé.

Les quatre personnes dont la sanction a été supprimée ont pu regagner leur poste de travail. Reste posée la question de la réintégration des cinq autres salariés dont le licenciement a été mis en mise à pied.

La solution apportée antérieurement par le ministre du travail, M. Jean Auroux, est considérée comme une « erreur » par M. André

Bergeron (F.O.), qui dénonce les cadeaux ainsi faits à la C.G.T.

De son côté, ce syndicat, par la voix de M. Sainjean, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, continue à rejeter l'« entière responsabilité du conflit » sur la direction. Une direction qui, tout en maintenant les accusations de violence, prétend jouer le jeu de l'apaisement.

Voulant manifester leur réalisme et admettant les difficultés de l'industrie automobile française, les dirigeants des métallurgistes C.G.T. ont réclamé, vendredi 10 septembre, « une concertation nationale réunissant les pouvoirs publics, les constructeurs et les syndicats ».

La C.G.T., qui souhaite lancer une grande campagne pour « produire et acheter français », estime que « les salaires et les avantages sociaux ne sont pas responsables de la dégradation de la situation ». La C.G.T. demande que les firmes automobiles investissent à l'étranger au profit de

l'industrie nationale. Autres propositions : « Diminuer le prix des véhicules en réduisant la part trop élevée de la T.V.A., ainsi que le prix de la vignette, le coût du crédit et des carburants ». Sur ce dernier point, il est suggéré de taxer les sociétés pétrolières « qui continuent de faire des bénéfices exorbitants. Un allègement des charges fiscales contribuerait à faire vendre plus de voitures et à faire prospérer la concurrence étrangère ».

Enfin, la C.G.T. a dénoncé « les gâchis de l'industrie automobile : accidents de travail, maladies, obsolescence, chômage partiel, licenciements, sans parler des rebuts et des retouches dont le taux atteint une moyenne de 30 à 35 % ». Quant aux conflits sociaux qui ont déjà entraîné une perte de 120 000 voitures, ils auraient pu être évités, selon la C.G.T., si le patronat n'avait pas fait preuve d'une attitude rétrograde.

Les dernières indications sur la conjoncture de l'automobile révèlent en tout cas les difficultés de cette industrie.

Les achats de voitures par les Français ont bien progressé au cours des huit derniers mois de 10,2 % par rapport à la période correspondante de 1981, mais cette reprise de la consommation ne profite guère aux marques nationales, et n'est donc pas synonyme de « renouveau du marché intérieur ». Le record de pénétration du marché français par les voitures étrangères a été battu en juillet : 42,5 %.

Pour la première fois également était enregistré un déficit du commerce extérieur de la construction automobile. Le pourcentage des ventes étrangères en France est revenu au mois d'août à 32,82 % (41 332 voitures étrangères pour 84 584 voitures françaises). Selon la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, les concurrents européens, notamment allemands, dont le marché intérieur est en recul de 6 % au premier semestre, ont « engagé un effort très vigoureux pour augmenter leurs ventes en France », où le marché est porteur.

## DES OBLIGATIONS RENOUVELABLES SERONT BIENTOT ÉMISES PAR LE TRÉSOR PUBLIC

Le ministre de l'économie et des finances pourra bientôt autoriser le Trésor public à émettre une nouvelle catégorie d'effets publics négociables baptisés « obligations renouvelables ».

À mi-chemin entre la formule des bons du Trésor et celle des obligations de type classique, ces « obligations renouvelables » pourront être émises par séries successives, la date d'émission et le délai de souscription faisant l'objet d'un arrêté du ministre pour chaque série, précise un décret paru au Journal officiel du 10 septembre 1982.

La durée de ces titres, déterminée lors de leur émission, est comprise entre cinq et huit ans. Toutefois, pour chaque série, des possibilités de conversion au gré du porteur, peuvent être prévues dans les conditions fixées lors de l'émission. L'opération ayant lieu sous la forme nominative ou au porteur.

Enfin, pour chaque série d'émission, la souscription et, éventuellement, la détention de ces titres pourra être réservée aux personnes physiques ainsi qu'à la Caisse des dépôts et consignations.

Ce décret paru au Journal officiel constitue simplement un « acte de cadre », et il conviendra de préciser ultérieurement les modalités exactes de ces nouvelles titres qui se distinguent des « obligations à durée fixe » par la possibilité laissée au porteur d'échanger, quand il le désire, son obligation renouvelable contre un nouveau titre, assorti d'une nouvelle durée et d'un nouveau taux mais sans remboursement de capital.

Dans l'esprit des pouvoirs publics, l'État émettrait ainsi des obligations renouvelables par tranches périodiques et assez fréquentes, ce qui permettrait, notamment, d'éviter la « volatilité » qui accompagne généralement le lancement des emprunts d'État.

## Faits et chiffres

### ÉTATS-UNIS

● L'indice des prix de gros américains a augmenté de 0,6 % en août, comme en juillet. Pour l'ensemble de 1981, la hausse avait été de 7 % contre 11,8 % en 1980. Elle devrait, selon les analystes, descendre aux alentours de 5 % en 1982. L'indice des prix de gros s'est établi en août à 282,4 (base 100 en 1967). — (A.F.P.)

### PAYS-BAS

● Le coût de la vie aux Pays-Bas a augmenté de 0,1 % en août, l'indice des prix à la consommation passant de 151,9 à la mi-juillet 1982, à la mi-août 1982 (1975 = 100). Depuis le début de 1982, la hausse des prix est de 3,6 % et, pour les douze derniers mois, le coût de la vie a augmenté de 6,7 %. — (A.F.P.)

### R.F.A.

● Le nombre de faillites et mises en liquidation judiciaire enregistrées en Allemagne fédérale, de janvier à juillet 1982, a augmenté de plus d'un tiers (36,1 %) par rapport à la même période de 1981. Selon l'Institut ouest-allemand de statistiques, 8 724 cas d'insolvabilité ont été consignés en sept mois par les tribunaux, dont 1 200 en juillet seulement, en augmentation de 19,3 % par rapport à juillet 1981. — (A.F.P.)

### SUISSE

● Les prix suisses à la consommation ont augmenté de 0,8 % en août, selon les statistiques officielles publiées le 6 septembre. Calculée sur les douze derniers mois, la hausse atteignait 5,2 % contre 6 % en juillet.

### Social

● Fin de la grève sur le chantier de la raffinerie de Reichstett (Bas-Rhin). — Les ouvriers de la société paritaire Entrepore, qui, en grève depuis le 2 septembre, occupaient le site du chantier de la raffinerie de Reichstett, empêchant les autres ouvriers de travailler, ont repris le travail le 9 septembre. Soutenus par la C.G.T., ils ont obtenu satisfaction sur leur principale revendication : l'augmentation de leur prime de déplacement. — (A.F.P.)

● Mesures pour faciliter l'accès au travail de ressortissants étrangers. — À la suite des événements intervenus au Liban, le gouvernement a décidé « de faire bénéficier les ressortissants de ce pays de mesures propres à favoriser leurs accès au travail ».

C'est ce qui a été annoncé, jeudi 9 septembre, par le secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, qui précise que ces dispositions sont

« analogues à celles qui ont déjà pu être prises pour les ressortissants d'autres pays connaissant des circonstances particulières », comme par exemple les boat people d'Asie du Sud-Est.

Les modalités en sont détaillées dans une circulaire datée du 20 août et adressée aux commissaires de la République, aux directeurs départementaux et régionaux du travail, et aux directeurs de l'Office national de l'immigration et de l'Agence nationale pour l'emploi.

● Un projet de loi en faveur des handicapés est actuellement préparé dans les services de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale. Ce projet, a indiqué le ministre, jeudi 9 septembre, devant le sixième Congrès national des associations françaises de mutilés de la voix, est fondé sur le rapport de M. Claude Lascy, rédigé en mars dernier à la demande de M<sup>me</sup> Nicole Questiaux. Il s'agit notamment d'améliorer le système de compensation financière et de créer de nouveaux centres de rééducation.

● Professions libérales : fermeture des cabinets et manifestation nationale le 30 septembre. — Les professions libérales et les professions de santé ont décidé d'organiser conjointement, le 30 septembre à Paris, une journée nationale d'action marquée par la fermeture des cabinets et des manifestations dans le centre de la capitale.

Le docteur Jacques Beaupère, qui préside l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL) et dirige parallèlement la Confédération des syndicats médicaux français, a insisté, jeudi 9 septembre, sur le caractère strictement professionnel de cette journée de protestation. « Nous avons refusé, a-t-il dit, le patronage d'organismes ou de mouvements qui, à un degré ou à un autre, débordent sur le terrain politique ». Par cette action, ces professions entendent protester contre le blocage des honoraires (par exemple, la consultation du généraliste est bloquée depuis juillet 1981).

La fermeture des cabinets des différents professions (médecins libéraux, dentistes, officines pharmaceutiques, cabinets d'avocats, d'architectes, études de notaires...) est prévue le 30 septembre au niveau national, mais, elle pourra se prolonger un ou plusieurs jours si les conditions sont réunies sur le plan local ou régional.

Plusieurs manifestations sont prévues à Paris, le 30 septembre. « Quinze à vingt mille manifestants ce jour-là nous apparaissent comme un objectif minimal », a précisé le docteur Beaupère.

# LA REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 6 au 10 septembre

### Prudence

Sur l'écran on projetait un vieux film, « La crise des années 30 », une de ces « années » « reprises » qui font les délices des cinéastes durant tout l'été.

En direct de Toronto, on donnait, en duplex, le même spectacle. « Sans tomber dans la hantise, nous devons avoir en mémoire, le souvenir de 1929 », affirmait M. Jacques Delors devant la double assemblée de l'Assemblée internationale durant les pourparlers à « relever le défi » pour faire face au « processus cumulatif de récession ».

Avant de songer à « faire face », le monde de la finance internationale en est encore à étudier à la loupe la carte géographique de l'Amérique latine pour savoir quel pays viendra rejoindre le Mexique, l'Argentine, Cuba et, peut-être la Bolivie, sur la liste noire des mauvais payeurs. Tout occupés à colmater la brèche de l'endettement par où peut s'engouffrer un « krach » mondial dont le danger semble pour l'instant écarté, les grands argentiers n'ont guère eu le loisir de calmer l'impétuosité générale qui fait flamber les cours de l'or pendant que le dollar subit une nouvelle poussée de baisse.

Et l'on voudrait que la Bourse de Paris ait cure d'un environnement aussi déplorable ? Comment le pourrait-elle, alors que Wall Street, qui a donné le signal de la hausse des marchés financiers, au mois d'août, adopte tout à coup une attitude beaucoup plus réfléchie. L'étonnement est, au contraire, la relative résistance dont a fait preuve le marché, cette semaine, puisqu'il a perdu 1,5 % environ selon l'indice des actions, à peu près autant qu'au cours des cinq précédentes semaines.

Le plus préoccupant reste la faible volume des échanges, témoin de peu d'implication de la clientèle privée à l'égard des actions de sociétés françaises, alors que le métal jaune fait des ravages. Les indications des places internationales, le lingot d'or atteint mardi, 98 200 F, rue Vivienne, pour régresser aux alentours de 95 000 F en fin de semaine, ce qui lui permet de retrouver ses cours de septembre 1981, même si, à de tels niveaux, le prix du métal est encore inférieur de 10 % à celui pratiqué sur le place de Londres.

De toute façon, l'or est encore loin d'avoir rejoint ses cours records et le spéculateur, qui s'est agité cette semaine aux alentours de 660 à 670 F, a encore du chemin à parcourir pour rattraper les 1 130 F atteints au début de l'année 1980. Qui plus est, la suppression de l'aesumant depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier a fortement réduit le volume des ordres, et il suffit souvent d'une quantité minimale pour faire varier les cours, constatant, une fois de plus, les spécialistes.

La situation est d'ailleurs identique sur les actions françaises, et les fluctuations s'effectuent la plupart du temps au gré de l'humeur des « gendarmes », qui se contentent de procéder aux ajustements nécessaires à l'équilibre de leur portefeuille en attendant des jours meilleurs. Certains valeurs se sont tout de même distinguées, telles Penarroya et Lafarge, les mines métalliques par sympathie avec l'or, Maisons Pléiades, tandis qu'Institut Minier subissait un secoué de faiblesse.

Outre les emprunts indexés sur l'or (4 1/2 % 1973 et 7 % 1973), les grands gagnants de la semaine ont naturellement été les mines d'or, où les gains ont avoisiné les 10 % à 15 % dans de nombreux cas. À la fin du mois d'août, indique la banque Louis Dreyfus, dans sa dernière étude consacrée au marché de l'or, le rendement prévisionnel des titres des mines d'or sud-africaines se situait, en moyenne, aux environs de 11 % avec un cours de l'or de 400 dollars l'once. Le métal fin s'est apprécié de quelque 40 % entre son plus bas niveau du mois de juin (296,75 dollars) et son cours à la fin août (420 dollars), ajoute la banque, constatant que ces rendements sont devenus maintenant plus compétitifs avec les taux d'intérêt à court terme pratiqués aux États-Unis.

SERGE MARTI.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 3 sept.	Cours 10 sept.
Or fin (100 onces livrable)	36 000	37 000
Or fin (100 onces livrable)	34 750	34 800
Pièces françaises (20 fr.)	670	684
Pièces françaises (10 fr.)	335	342
Pièces suisses (20 fr.)	585	581
Pièces suisses (10 fr.)	292	290
Pièces suisses (5 fr.)	146	145
Pièces suisses (2 fr.)	73	72
Pièces suisses (1 fr.)	36	35
Pièces suisses (0,50 fr.)	18	17
Pièces suisses (0,25 fr.)	9	8
Pièces suisses (0,10 fr.)	3	3
Pièces suisses (0,05 fr.)	1	1
Pièces suisses (0,02 fr.)	0,5	0,5
Pièces suisses (0,01 fr.)	0,2	0,2

## VALEURS

### LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	50 800
Harmony Gold	222 500
Dove Mines	197 000 (1)
East Rand	147 600 (1)
Boyseng	23 025 (1)
Oricofin	74 650 (1)
Schulzeberg	41 450

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	6 sept.	7 sept.	8 sept.	9 sept.	10 sept.
Termes	99904270	181310952	119001819	99687976	115009252
Comptant	645567006	1200180368	498607041	720821662	615386635
R. et obl.	61154398	189038677	62361358	104540274	89390189
Total	806625674	1570529997	679970218	925049912	819786076

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)

France	103,4	102,0	101,3	102,4	-
Étranger	115,4	116,0	113,2	114,5	-

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981)

Tendance	115,1	113,7	112,9	114,2	-
----------	-------	-------	-------	-------	---

## (base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	100,1	99,3	98,5	99,1	98,6
-------------	-------	------	------	------	------

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF		PASSIF	
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	264 338	1) BILLET EN CIRCULATION	122 979
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	170 854	2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	10 832
3) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	28 896	3) COMPTES CRÉDITEURS DU TRÉSOR PUBLIC	8 881
4) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	13 259	4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	30 113
5) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 084	5) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	30 362
6) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	6) BILLET EN CIRCULATION	122 979
7) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	7) BILLET EN CIRCULATION	122 979
8) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	8) BILLET EN CIRCULATION	122 979
9) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	9) BILLET EN CIRCULATION	122 979
10) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	10) BILLET EN CIRCULATION	122 979
11) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	11) BILLET EN CIRCULATION	122 979
12) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	12) BILLET EN CIRCULATION	122 979
13) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	13) BILLET EN CIRCULATION	122 979
14) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	14) BILLET EN CIRCULATION	122 979
15) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	15) BILLET EN CIRCULATION	122 979
16) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	16) BILLET EN CIRCULATION	122 979
17) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	17) BILLET EN CIRCULATION	122 979
18) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	18) BILLET EN CIRCULATION	122 979
19) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	19) BILLET EN CIRCULATION	122 979
20) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	20) BILLET EN CIRCULATION	122 979
21) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	21) BILLET EN CIRCULATION	122 979
22) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	22) BILLET EN CIRCULATION	122 979
23) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	23) BILLET EN CIRCULATION	122 979
24) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	24) BILLET EN CIRCULATION	122 979
25) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	25) BILLET EN CIRCULATION	122 979
26) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	26) BILLET EN CIRCULATION	122 979
27) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	27) BILLET EN CIRCULATION	122 979
28) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	28) BILLET EN CIRCULATION	122 979
29) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	29) BILLET EN CIRCULATION	122 979
30) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	30) BILLET EN CIRCULATION	122 979
31) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	31) BILLET EN CIRCULATION	122 979
32) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	32) BILLET EN CIRCULATION	122 979
33) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	33) BILLET EN CIRCULATION	122 979
34) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	34) BILLET EN CIRCULATION	122 979
35) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	35) BILLET EN CIRCULATION	122 979
36) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	36) BILLET EN CIRCULATION	122 979
37) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	37) BILLET EN CIRCULATION	122 979
38) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	38) BILLET EN CIRCULATION	122 979
39) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	39) BILLET EN CIRCULATION	122 979
40) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	40) BILLET EN CIRCULATION	122 979
41) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	41) BILLET EN CIRCULATION	122 979
42) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	42) BILLET EN CIRCULATION	122 979
43) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	43) BILLET EN CIRCULATION	122 979
44) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	44) BILLET EN CIRCULATION	122 979
45) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	45) BILLET EN CIRCULATION	122 979
46) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	46) BILLET EN CIRCULATION	122 979
47) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	47) BILLET EN CIRCULATION	122 979
48) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	48) BILLET EN CIRCULATION	122 979
49) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	49) BILLET EN CIRCULATION	122 979
50) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	50) BILLET EN CIRCULATION	122 979
51) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	51) BILLET EN CIRCULATION	122 979
52) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	52) BILLET EN CIRCULATION	122 979
53) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	53) BILLET EN CIRCULATION	122 979
54) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	54) BILLET EN CIRCULATION	122 979
55) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	55) BILLET EN CIRCULATION	122 979
56) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	56) BILLET EN CIRCULATION	122 979
57) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	57) BILLET EN CIRCULATION	122 979
58) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	58) BILLET EN CIRCULATION	122 979
59) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	59) BILLET EN CIRCULATION	122 979
60) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	60) BILLET EN CIRCULATION	122 979
61) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	61) BILLET EN CIRCULATION	122 979
62) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	62) BILLET EN CIRCULATION	122 979
63) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	63) BILLET EN CIRCULATION	122 979
64) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	64) BILLET EN CIRCULATION	122 979
65) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	65) BILLET EN CIRCULATION	122 979
66) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	66) BILLET EN CIRCULATION	122 979
67) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	67) BILLET EN CIRCULATION	122 979
68) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	68) BILLET EN CIRCULATION	122 979
69) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	69) BILLET EN CIRCULATION	122 979
70) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	70) BILLET EN CIRCULATION	122 979
71) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	71) BILLET EN CIRCULATION	122 979
72) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	72) BILLET EN CIRCULATION	122 979
73) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	73) BILLET EN CIRCULATION	122 979
74) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	74) BILLET EN CIRCULATION	122 979
75) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	75) BILLET EN CIRCULATION	122 979
76) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	76) BILLET EN CIRCULATION	122 979
77) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	77) BILLET EN CIRCULATION	122 979
78) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	78) BILLET EN CIRCULATION	122 979
79) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	79) BILLET EN CIRCULATION	122 979
80) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	80) BILLET EN CIRCULATION	122 979
81) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	81) BILLET EN CIRCULATION	122 979
82) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	82) BILLET EN CIRCULATION	122 979
83) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	83) BILLET EN CIRCULATION	122 979
84) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	84) BILLET EN CIRCULATION	122 979
85) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	85) BILLET EN CIRCULATION	122 979
86) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	86) BILLET EN CIRCULATION	122 979
87) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	87) BILLET EN CIRCULATION	122 979
88) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	88) BILLET EN CIRCULATION	122 979
89) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	89) BILLET EN CIRCULATION	122 979
90) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	90) BILLET EN CIRCULATION	122 979
91) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	91) BILLET EN CIRCULATION	122 979
92) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	92) BILLET EN CIRCULATION	122 979
93) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	93) BILLET EN CIRCULATION	122 979
94) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	94) BILLET EN CIRCULATION	122 979
95) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	95) BILLET EN CIRCULATION	122 979
96) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	96) BILLET EN CIRCULATION	122 979
97) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	97) BILLET EN CIRCULATION	122 979
98) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	98) BILLET EN CIRCULATION	122 979
99) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	99) BILLET EN CIRCULATION	122 979
100) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	100) BILLET EN CIRCULATION	122 979
101) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	101) BILLET EN CIRCULATION	122 979
102) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	102) BILLET EN CIRCULATION	122 979
103) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	103) BILLET EN CIRCULATION	122 979
104) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	104) BILLET EN CIRCULATION	122 979
105) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	105) BILLET EN CIRCULATION	122 979
106) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	106) BILLET EN CIRCULATION	122 979
107) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	107) BILLET EN CIRCULATION	122 979
108) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	108) BILLET EN CIRCULATION	122 979
109) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	109) BILLET EN CIRCULATION	122 979
110) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	110) BILLET EN CIRCULATION	122 979
111) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	111) BILLET EN CIRCULATION	122 979
112) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	112) BILLET EN CIRCULATION	122 979
113) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	113) BILLET EN CIRCULATION	122 979
114) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	114) BILLET EN CIRCULATION	122 979
115) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	115) BILLET EN CIRCULATION	122 979
116) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	116) BILLET EN CIRCULATION	122 979
117) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	117) BILLET EN CIRCULATION	122 979
118) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	118) BILLET EN CIRCULATION	122 979
119) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	119) BILLET EN CIRCULATION	122 979
120) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	120) BILLET EN CIRCULATION	122 979
121) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	121) BILLET EN CIRCULATION	122 979
122) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	122) BILLET EN CIRCULATION	122 979
123) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	123) BILLET EN CIRCULATION	122 979
124) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	124) BILLET EN CIRCULATION	122 979
125) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	125) BILLET EN CIRCULATION	122 979
126) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	126) BILLET EN CIRCULATION	122 979
127) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	127) BILLET EN CIRCULATION	122 979
128) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	128) BILLET EN CIRCULATION	122 979
129) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	129) BILLET EN CIRCULATION	122 979
130) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	130) BILLET EN CIRCULATION	122 979
131) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	131) BILLET EN CIRCULATION	122 979
132) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	132) BILLET EN CIRCULATION	122 979
133) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	133) BILLET EN CIRCULATION	122 979
134) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	134) BILLET EN CIRCULATION	122 979
135) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	135) BILLET EN CIRCULATION	122 979
136) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	136) BILLET EN CIRCULATION	122 979
137) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	137) BILLET EN CIRCULATION	122 979
138) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	138) BILLET EN CIRCULATION	122 979
139) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	139) BILLET EN CIRCULATION	122 979
140) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	140) BILLET EN CIRCULATION	122 979
141) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	141) BILLET EN CIRCULATION	122 979
142) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	142) BILLET EN CIRCULATION	122 979
143) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	143) BILLET EN CIRCULATION	122 979
144) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	144) BILLET EN CIRCULATION	122 979
145) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	145) BILLET EN CIRCULATION	122 979
146) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	146) BILLET EN CIRCULATION	122 979
147) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	147) BILLET EN CIRCULATION	122 979
148) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	148) BILLET EN CIRCULATION	122 979
149) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	149) BILLET EN CIRCULATION	122 979
150) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	150) BILLET EN CIRCULATION	122 979
151) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	151) BILLET EN CIRCULATION	122 979
152) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	152) BILLET EN CIRCULATION	122 979
153) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	153) BILLET EN CIRCULATION	122 979
154) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	154) BILLET EN CIRCULATION	122 979
155) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	155) BILLET EN CIRCULATION	122 979
156) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	156) BILLET EN CIRCULATION	122 979
157) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	157) BILLET EN CIRCULATION	122 979
158) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	158) BILLET EN CIRCULATION	122 979
159) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	159) BILLET EN CIRCULATION	122 979
160) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	160) BILLET EN CIRCULATION	122 979
161) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	161) BILLET EN CIRCULATION	122 979
162) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	162) BILLET EN CIRCULATION	122 979
163) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	163) BILLET EN CIRCULATION	122 979
164) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	164) BILLET EN CIRCULATION	122 979
165) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	165) BILLET EN CIRCULATION	122 979
166) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	166) BILLET EN CIRCULATION	122 979
167) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	167) BILLET EN CIRCULATION	122 979
168) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	168) BILLET EN CIRCULATION	122 979
169) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	169) BILLET EN CIRCULATION	122 979
170) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	170) BILLET EN CIRCULATION	122 979
171) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	171) BILLET EN CIRCULATION	122 979
172) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	172) BILLET EN CIRCULATION	122 979
173) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	173) BILLET EN CIRCULATION	122 979
174) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	174) BILLET EN CIRCULATION	122 979
175) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	175) BILLET EN CIRCULATION	122 979
176) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	176) BILLET EN CIRCULATION	122 979
177) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	177) BILLET EN CIRCULATION	122 979
178) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	178) BILLET EN CIRCULATION	122 979
179) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	179) BILLET EN CIRCULATION	122 979
180) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	180) BILLET EN CIRCULATION	122 979
181) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	181) BILLET EN CIRCULATION	122 979
182) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	182) BILLET EN CIRCULATION	122 979
183) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	183) BILLET EN CIRCULATION	122 979
184) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	184) BILLET EN CIRCULATION	122 979
185) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	185) BILLET EN CIRCULATION	122 979
186) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	186) BILLET EN CIRCULATION	122 979
187) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	187) BILLET EN CIRCULATION	122 979
188) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	188) BILLET EN CIRCULATION	122 979
189) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	189) BILLET EN CIRCULATION	122 979
190) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	190) BILLET EN CIRCULATION	122 979
191) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	191) BILLET EN CIRCULATION	122 979
192) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	192) BILLET EN CIRCULATION	122 979
193) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	193) BILLET EN CIRCULATION	122 979
194) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	194) BILLET EN CIRCULATION	122 979
195) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	195) BILLET EN CIRCULATION	122 979
196) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	196) BILLET EN CIRCULATION	122 979
197) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	197) BILLET EN CIRCULATION	122 979
198) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	198) BILLET EN CIRCULATION	122 979
199) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	199) BILLET EN CIRCULATION	122 979
200) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	200) BILLET EN CIRCULATION	122 979
201) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	201) BILLET EN CIRCULATION	122 979
202) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	202) BILLET EN CIRCULATION	122 979
203) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	203) BILLET EN CIRCULATION	122 979
204) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	204) BILLET EN CIRCULATION	122 979
205) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	205) BILLET EN CIRCULATION	122 979
206) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	109 722	206) B	



# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

## L'euro-marché

### Les banques internationales victimes de la crise financière

Les investisseurs internationaux, en quête de placements sûrs, se ruent sur les euro-emissions offertes par les grandes sociétés industrielles américaines, dont la solvabilité est à l'abri de tout soupçon. En revanche, ils se détournent résolument des emprunts euro-obligataires lancés par les banques parce que celles-ci sont présentement mises à mal par les difficultés financières éprouvées par le Mexique, l'Amérique latine dans son ensemble et de nombreux autres pays à travers le monde.

La Banque nationale de Paris (B.N.P.) est le premier des établissements financiers français à subir les effets de cet ostracisme. Parce que, à tort ou à raison, elle est considérée par les banques françaises comme ayant les en-cours mexicains les plus lourds, la B.N.P. s'est trouvée immédiatement dans la ligne de mire des euro-préteurs. En d'autres temps, la B.N.P., qui a lancé mardi un emprunt euro-obligataire de 150 millions de dollars, n'aurait eu - et elle l'a amplement prouvé dans un passé récent - aucune difficulté à le placer. Il en va de la même façon pour l'émission B.N.P., offerte au moment même où le F.M.I. tenait ses assises annuelles à Toronto et dont la crise mexicaine faisait l'une de toutes les journaux du monde, s'est, d'emblée, heurtée à la double réserve qui, maintenant, accueille les banques désireuses de lever des euro-capitaux et frappe la signature française. Les 150 millions de dollars d'euro-obligations d'une durée de sept ans par le B.N.P. ont été offerts au pair avec un coupon annuel de 13,50 %. Elles se sont immédiatement trouvées affectées d'une décote de plus de 200 points de base sur le marché gris qui est celui qui s'instaura pendant la période de souscription d'un euro-emprunt.

Vendredi, elles se traitaient à 97,25-97,75. La toute récente émission de la Compagnie financière de Paris (C.F.P.), qui, elle aussi, enregistre une décote assez semblable puisqu'elle se traitait à 97,75-98 sur le marché secondaire, confirme la réticence actuelle à l'égard de tout papier bancaire et de tout ce qui est français.

Dans le même temps, l'F.M.I., qui est venu récemment proposer au pair 150 millions de dollars d'obligations à dix ans avec un coupon annuel de seulement 12,25 %, a immédiatement bénéficié d'un énorme succès et a pu, en l'espace de quelques heures, augmenter son euro-emission de 30 millions pour la porter à 200 millions de dollars. Par la suite, les euro-obligations l'F.M.I. se sont négociées à 99,625-99,75, confirmant l'enthousiasme de la souscription publique.

La Banque mondiale qui, entre-temps, avait de son côté lancé un euro-emprunt de 250 millions de dollars sur cinq ans, a aussi pu rapidement en accroître le montant à 300 millions, alors que les « notes » offertes à 99,75 avec un coupon annuel de 13,25 ne procuraient qu'un rapport légèrement supérieur à 13,50 % par an. Sur le marché gris, on les trouvait en fin de semaine à 98,25-98,75.

Pour terminer la semaine en beauté, Coca Cola a lancé vendredi matin, à un prix de 99,50, une euro-emission de 100 millions de dollars d'une durée de sept ans, dont l'audace (un coupon annuel de seulement 11,75 %) a coupé le souffle à l'ensemble du marché. Malgré l'effacement des cours sur le marché secondaire des euro-obligations qui, le même jour, a reflété le repli enregistré la veille à New-York, l'offre de Coca Cola a été bien accueillie.

Mis en appétit, General Electric lève 100 millions de dollars à sept ans, 99,50 % et 12 %.

Vendredi soir enfin, Reynolds, le fabricant américain de tabac et de cigarettes, enrait à son tour dans l'arène avec une euro-emission de 100 millions de dollars, d'une durée de sept ans, et sur la base d'un coupon annuel de 12,75 %.

On retrouve dans presque tous les autres secteurs du marché international des capitaux ce qui caractérise les euro-emissions libellées en dollars. Celles qui voient le jour en deutschemark et qui émanent des grandes sociétés industrielles des Etats-Unis, bénéficient d'un mouvement de faveur et peuvent lever tout l'argent qu'elles désirent, à des conditions nettement plus avantageuses que les autres. Il suffit d'observer ce qui vient d'arriver à l'euro-emission d'une durée de dix ans et d'un montant de 100 millions de deutschemarks de la MacDonald Corporation, pour voir ce fait confirmé. Lancé jeudi soir, l'emprunt MacDonald était déjà très largement souscrit, avant même sa mise en souscription, malgré un prix au pair et un coupon marginé de 8,25 % par an.

La dernière émission de la Nouvelle-Zélande qui, avec l'Australie, est considérée comme l'un des rares pays au monde jouissant d'une solvabilité à toute épreuve, et qui, deux jours plus tôt, s'était présentée sur le même marché avec 150 millions de deutschemarks d'euro-obligations d'une durée de sept ans, dotées également d'un coupon annuel de 8,25 %, a connu un énorme succès.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les matières premières

### Nouvelle baisse du sucre Hausse de l'argent

L'or, et dans une moindre mesure les autres métaux précieux, ont continué à jouer le rôle de vedettes. Mais, à l'inverse de la semaine précédente, les retombées bénéfiques sur les autres matières ont été fort limitées.

Les perspectives d'une reprise de l'activité économique sont, en effet, encore trop lointaines pour apporter un quelconque stimulant. La demande des métaux et du caoutchouc, ne manifeste encore aucun signe d'amélioration.

MÉTALUX. - Toujours stimulés par le retour en grâce de l'or, les cours de l'argent ont poursuivi leur progression à Londres.

Repli des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Plusieurs producteurs américains de métal raffiné ont même dû annuler une augmentation de deux cents par livre du prix de leur métal. Malgré les mesures multinationales déjà prises sous forme de fermeture d'unités de production notamment, le réveil du marché se fait attendre.

La hausse de l'étain se poursuit, mais, à un rythme plus modéré, les cours se rapprochent néanmoins progressivement de leurs niveaux élevés de février dernier. Une grève dans les mines boliviennes, l'influence, plus sensible, des restrictions imposées aux exportations et les achats de soutien suivis effectués par le directeur du stock régulateur expliquent cette bonne tenue des cours. En juin, dernières statistiques connues, les exportations malaises sont tombées à 2.546 tonnes, en diminution de 1.441 tonnes par rapport à celles du mois correspondant de 1981.

Peu de variations des cours du zinc à Londres. Les pertes de production provoquées par l'arrêt momentané de l'activité d'une usine en Grande-Bretagne ont exercé peu d'influence. Le relèvement des prix aux Etats-Unis entraîne-t-il une augmentation du prix producteur

européen fixé à 800 dollars la tonne ? Les négociants en doutent, car toute hausse de prix, pour ne pas être remise en cause, reste subordonnée à une nette amélioration de l'utilisation de métal.

A Londres, les cours du nickel sont revenus à leur niveau le plus bas depuis quatre ans. Les capacités de production ne sont utilisées qu'à 50 %.

DENREES. - Sur le marché du sucre c'est la débaîche, les cours s'enfoncent de plus en plus bas. La perspective d'une production européenne sensiblement supérieure aux

dernières prévisions - la teneur en sucre est la plus élevée depuis une décennie - déprime le marché.

Avance des cours du café. L'éventualité d'un accord sur une réduction des quotas d'exportation pour la saison 1982-1983, commencée le 1<sup>er</sup> septembre dernier, constitue un facteur favorable pour le marché.

CÉRÉALES. - Les cours du blé se sont repliés sur le marché aux grains de Chicago. La récolte canadienne serait supérieure d'au moins 10 % à la précédente, ce qui s'ajoute à la production importante, déjà prévue, et atteignant un niveau record.

## LES COURS DU 10 SEPTEMBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 838 (846) ; à trois mois, 853,50 (870) ; étain comptant, 7 610 (7 545) ; à trois mois, 7 545 (7 480) ; plomb, 302,50 (306) ; zinc, 437 (436,50) ; aluminium, 564 (566) ; nickel, 2 580 (2 700) ; argent (en pence par once troy), 525 (506,90).
New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,40 (64,50) ; argent (en dollars par once), 8,90 (8,72) ; platine (en dollars par once), 368,40 (360) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (55,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (330-345).
Pessang : étain (en ringgit par kilo), 21,31 (20,85).
TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 63,75 (65,90) ; décembre, 65,73 (67,90).
Londres (en nouveau pence par kilo), laine (peignée à 20), octobre, 370 (362) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (240) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, inch. (43,70).
CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveau pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 50-51,25 (51,30-51,60) ; Pé-mang (en cents des Dérivés par kilo), 204,30-205 (199-199,50).
DENREES. - New-York (en cents par lb) : saut pour le cacao, en dollars par tonne, cacao, décembre, 1 538 (1 563) ; café, novembre, 119 (118) ; café, décembre, 119 (118) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117) ; café, avril, 117 (117) ; café, mai, 117 (117) ; café, juin, 117 (117) ; café, juillet, 117 (117) ; café, août, 117 (117) ; café, septembre, 117 (117) ; café, octobre, 117 (117) ; café, novembre, 117 (117) ; café, décembre, 117 (117) ; café, janvier, 117 (117) ; café, février, 117 (117) ; café, mars, 117 (117)



